

<https://www.ricochets.cc/Aux-Etats-Unis-le-pouvoir-des-images-contre-les-violences-policieres.html>



Aux Etats-Unis, le pouvoir des images contre les violences policières

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 21 février 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

New York (États-Unis) de notre correspondant.- Manifestants gazés sans sommation, tirs de LBD à bout portant, plaquages ventraux mortels, et même un croche-pied vicieux commenté des jours durant... Alors que la répression s'abat désormais au coeur des villes françaises, les policiers de l'Hexagone paraissent découvrir la puissance des vidéos de violences policières diffusées sur les réseaux sociaux.

Depuis plus d'un an, ils font en fait l'apprentissage d'une réalité que leurs collègues étasuniens ont constatée depuis plusieurs années : les images brutes des violences policières qu'ils exercent sont souvent implacables.

Outre-Atlantique, le phénomène n'est pas nouveau. Dès 1991, les images captées par un vidéaste amateur du [passage à tabac de Rodney King](#), un Noir de Los Angeles battu gratuitement par plusieurs policiers, ont ému le pays tout entier. À l'origine d'émeutes meurtrières, elles ont déclenché un grand débat national sur les violences policières contre les Noirs, le caractère raciste de la justice, et forcé la police locale à réformer ses pratiques.

Plus récemment, les images et les vidéos de brutalités policières contre des Noirs circulant sur les réseaux sociaux ont conféré sa puissance et sa viralité au mouvement Black Lives Matter. Au départ simple mot-clé sur Twitter, il s'est transformé au fil des mois en large mouvement social contre les violences policières et les injustices raciales aux États-Unis. Black Lives Matter, réprimé par des polices militarisées et surarmées, est souvent considéré comme une résurgence contemporaine du mouvement pour les droits civiques.

La liste des images marquantes ayant alimenté le mouvement est longue. Captées par des témoins sur leurs téléphones portables, des caméras de vidéosurveillance, des caméras embarquées dans les voitures de la police, des hélicoptères de la police ou bien des caméras-piétons (« body cameras ») sur le plastron des agents, qui équipent désormais la moitié des départements de police aux États-Unis, elles se sont révélées décisives à de nombreuses reprises.



Arrestation et étranglement d'Eric Garner, à New York, en 2014. © Captures d'écran

Elles ont documenté la litanie des violences policières contre les minorités noire ou latina. Elles ont aussi permis aux médias d'établir la vérité des faits, ont aidé les familles à obtenir des réparations financières et fait pression sur les élus locaux - aux États-Unis, il y a 18 000 police departments, couramment gérés par des municipalités.

Dans de nombreux cas, parfois des années après, les faits établis par les vidéos ont conduit à la suspension ou au licenciement des agents concernés. Certains ont été condamnés par la justice. C'est loin d'être toujours le cas, les policiers étant fréquemment acquittés par les « grands jurys » des tribunaux : la composition raciale des cours fait souvent pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

Aux Etats-Unis, le pouvoir des images contre les violences policières

En juillet 2014, un témoin filme la prise d'étranglement infligée en pleine rue à Eric Garner, un vendeur new-yorkais de cigarettes de 43 ans. Il hurle : « Je ne peux pas respirer ! » Garner mourra une heure plus tard à l'hôpital. Des manifestations sont organisées dans tout le pays. Sa fille Erica (récemment décédée) devient une figure de la lutte contre les violences policières et le racisme institutionnel.

Un mois plus tard, l'image du corps sans vie de Mike Brown, un ado de 18 ans non armé tué par la police de Ferguson (Missouri), déclenche un long soulèvement à l'écho mondial et marque le début symbolique de Black Lives Matter : des activistes de tout le pays viennent alors entraîner les manifestants face à la police et la garde nationale. Sous Barack Obama, le premier président noir des États-Unis, les violences policières deviennent une affaire nationale. Le Département de la justice ouvre une enquête qui [établira les biais racistes de la police locale](#).

Quelques mois plus tard, le massacre gratuit de Laquan McDonald, 17 ans - 16 coups de feu, alors que McDonald n'était pas armé - indigne à Chicago (Illinois). Lorsque la justice oblige la ville de Chicago à diffuser [la vidéo du meurtre](#), filmée par la caméra présente dans l'habitacle de la voiture de service des policiers, la ville s'embrase. Le policier, Jason Van Dyke, a été en octobre 2018 condamné à 81 mois de prison. Une première en 50 ans au Chicago Police Department, une institution où a longtemps régné une culture raciste et où prévaut un « code du silence » entre les agents en cas de bavure.



Meurtre de Walter Scott par un policier, en avril 2015. © Captures d'écran

Éprouvantes et choquantes, les vidéos des meurtres de Tamir Rice (12 ans, Ohio, novembre 2014), Walter Scott (50 ans, Caroline du Nord, avril 2015), Alton Sterling (37 ans, Louisiane, juillet 2016), Philando Castile (32 ans, Minnesota, juillet 2016) et Stephon Clark (Californie, mars 2018) alimentent la colère.

Dans le cas de Sarah Bland (28 ans, Texas, juillet 2015) et de Freddie Gray (25 ans, Maryland, avril 2015), la caméra n'a capté qu'une arrestation violente, suivie peu de temps après d'un décès en détention. La puissance des images reste la même. Elle est même plus forte encore : qui regarde ces images en connaissant la fin de l'histoire assiste impuissant aux derniers instants d'une personne qui n'avait rien demandé.

En 2017, le site BuzzFeed a recensé [62 vidéos tournées depuis 2008](#) - des meurtres, mais aussi de simples arrestations routières - dont l'existence a permis de démentir la version policière (seules 22 ont donné lieu à la poursuite des agents et 9 d'entre eux ont été condamnés).

La vidéo, écrit le site d'information, a contribué à un changement culturel majeur. « *Dans l'histoire américaine moderne, les agents de police étaient considérés par les juges et les jurés comme ceux dont le récit était le plus crédible devant les tribunaux : des arbitres neutres et professionnels. [...] Ces cinq dernières années, une nouvelle réalité s'est faite jour : les vidéos sont devenues la version la plus crédible des événements, bien plus que les rapports de police et les témoignages. Elles ont prouvé, encore et encore, que les policiers mentent souvent. Ils mentent quand eux ou un de leurs collègues tuent. Ils mentent lorsqu'ils battent des gens qui ne résistaient pas à leur arrestation. Ils mentent lorsqu'ils pensent qu'aucune caméra ne regarde. Ils mentent en groupe. Ils mentent*

quand il n'y a pas d'autres policiers sur la scène. Ils mentent dans les petites villes et dans les grandes. Ils mentent par omission. » Et encore, rappelle BuzzFeed, il ne s'agit là que d'un tout petit échantillon : celui pour lequel des images existent.

« Les dires des agents de police prévalaient souvent sur la parole des pauvres Noirs et Latinos, explique dans cet article Craig Futterman, professeur de droit à Chicago mobilisé contre les violences policières. Le fait que les vidéos sont partout a fait que la société ne peut plus nier la prévalence des abus policiers. Elles sont la preuve objective de ce que ces communautés savaient depuis des années. Il n'y aura pas de retour en arrière. »

Les vidéos de violences policières et le risque de s'y habituer



La même prise de conscience serait-elle en train de s'opérer en France ? J'ai posé la question à Jean Beaman. Professeure de sociologie à l'université de Santa Barbara (Californie), elle a publié en 2017 *Citizen Outsider : Children of North African Immigrants in France* (University of California Press, non traduit), le fruit d'un travail de terrain sur les discriminations raciales et les violences policières en France. Les militants qu'elle a interrogés lui ont raconté la récurrence des violences policières dans les quartiers populaires. « Cette présence policière permanente, dit-elle, renforce leur sentiment d'exclusion dans la République française. »

Pour ces activistes, explique Beaman, la « question de la visibilité a toujours été clé : quand ils dénoncent les violences eux-mêmes, ils ne sont pas crus ». Selon la sociologue, la répression policière contemporaine au cœur des villes françaises, documentée par un flot d'images, change la donne. « On assiste aujourd'hui en France à une hypervisibilisation des violences policières. Cette violence n'est pas nouvelle, sauf qu'auparavant elle se jouait ailleurs. Désormais, il devient évident que l'État français utilise tous les outils à sa disposition pour que les gens restent à leur place. »

Un écho à un débat lancinant aux États-Unis, notamment sur le traumatisme engendré par la récurrence de telles images violentes, en particulier dans la communauté noire. Beaman, une Afro-Américaine, s'inquiète toutefois de leur impact et de leur possible banalisation. « Je me rappelle Rodney King : j'étais alors une adolescente et tout le monde disait que cette affaire allait changer le discours national sur les violences policières et le racisme. Mais les images à elles seules n'ont pas suffi. » Elle pointe le risque que ce genre d'images finisse par devenir la norme : « Il est bon que ces vidéos existent, mais je les regarde très peu. Le danger est que nous finissions par être insensibilisés, voire un peu fascinés, et que nous cessions de nous interroger sur leurs causes profondes. »

Aux États-Unis, les images de meurtres par des policiers ne sont pas les seules qui circulent. En vertu du Premier Amendement de la Constitution, le droit de filmer la police est théoriquement garanti. Certains groupes d'activistes se

sont même spécialisés dans le « copwatching », qui consiste à filmer les interventions policières pour empêcher la répression brutale, garder des traces et demander des comptes le cas échéant. Ce droit constitutionnel, confirmé par le Département de la justice, n'est pourtant pas reconnu par toutes les cours fédérales. Il n'est pas rare que les [policiers ordonnent de ne pas filmer](#). Parfois, les contrevenants sont même arrêtés.



Balles en caoutchouc et policiers militarisés à Miami, en 2003, lors du sommet de la zone de libre-échange des Amériques. © Reuters

Après Ferguson, le Département de la justice a encouragé financièrement les 15 000 services de police américains à s'équiper de caméras-piétons. Selon une étude qu'il a produite en 2018, la moitié d'entre eux en est équipée. Ce chiffre est pourtant trompeur : certains départements qui en possèdent ne les utilisent pas, n'obligent pas leurs agents à les déclencher en permanence ou retiennent les vidéos compromettantes. Ils font parfois face à d'importants coûts de stockage des images qu'ils ne peuvent pas toujours assumer. Leur efficacité sur la réduction des violences policières est par ailleurs contestée.

Chargé de la mobilisation aux États-Unis pour le réseau de lutte environnementale 350.org, Patrick Reinsborough décèle toutefois une autre modalité de la réponse policière, qui concerne plus spécifiquement la réponse aux mouvements sociaux.

« En riposte aux changements technologiques qui ont permis aux activistes d'enregistrer les actions de la police, et de les diffuser à large échelle, la police et le gouvernement ont mis en place des stratégies et des technologies de contrôle incluant une utilisation plus sophistiquée des relations publiques, et même une "guerre de l'information" contre les mouvements sociaux », dit-il.

Reinsborough sait de quoi il parle : il y a 20 ans, il était de toutes les manifestations du mouvement pour la justice globale et se trouva notamment en première ligne lors des actions menées contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle (Washington) en 1999.

Cette mobilisation, réprimée avec violence par la police, marqua à la fois l'acmé et le début du reflux du mouvement, avant le formidable tournant répressif ayant suivi les attentats du 11-Septembre. Depuis, Reinsborough a vu « *la police se militariser au niveau des armes, de l'entraînement* », et de la gestion des foules.

C'est ce que Reinsborough et d'autres ont appelé dès les années 2000 « le modèle de Miami », une allusion à la répression policière des manifestations contestant la tenue du sommet de la zone de libre-échange des Amériques, organisé en 2003 dans cette grande ville de Floride.

Aux Etats-Unis, le pouvoir des images contre les violences policières

Comme en Irak, que les États-Unis viennent alors d'envahir, des journalistes sont incorporés aux forces de l'ordre. La police dépeint les manifestants comme des « fauteurs de trouble » ou des « punks ». Les journalistes indépendants sont ciblés par la police, certains voient leur équipement confisqué ou détruit. Des militants sont arrêtés de façon préventive et surveillés avec des techniques sophistiquées, leurs objets confisqués.

Quinze ans après, la police française a adopté ces mêmes techniques militaires au coeur des villes françaises. Ce surgissement des images de violences policières frappe évidemment les esprits. Mais il traduit surtout une volonté farouche de l'État de domestiquer la contestation par tous les moyens.

En pariant sur le fait qu'à la fin, nous nous habituerons ?